



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Age de la retraite

Question écrite n° 1289

Texte de la question

M. Jean-Pierre Philibert sollicite l'attention de M. le ministre de l'industrie, des postes et telecommunications et du commerce exterieur sur l'injustice generee par l'abrogation du decret no 90-936 du 13 juillet 1990 pour un certain nombre de fonctionnaires des P et T qui annule les dispositions des decrets nos 76-8 et 76-9 du 6 janvier 1976. En 1975, le Gouvernement avait accorde aux agents des services du tri, du fait de la penibilite du travail a l'epoque, de pouvoir prendre leur retraite a cinquante-cinq ans. Ce texte de loi precisait qu'il fallait quinze ans dans ce meme service pour beneficier de cette disposition. L'annulation de ce decret penalise aujourd'hui les employes qui ont oeuvre pendant un certain nombre d'annees au sein de ce service puisqu'ils ne peuvent, desormais, pas faire valoir leurs droits a la retraite a cinquante-cinq ans. Il semblerait pourtant logique que, devant l'aggravation du chomage, tout poste libere volontairement (meme avec une retraite minoree) puisse faire l'objet d'une particuliere attention, ce qui n'est pas le cas. Il le remercie de bien vouloir lui indiquer les dispositions qu'il entend prendre sur ce point precis qui concerne environ 1 000 personnes en France.

Texte de la réponse

Aux termes des dispositions de l'article L. 24, paragraphe 1, du code des pensions civiles et militaires de retraite applicable a l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat et des exploitants publics, La Poste et France Telecom, « la jouissance de la pension civile est immediate pour les fonctionnaires civils radies des cadres a l'age de soixante ans ou, s'ils ont accompli au moins quinze ans de services actifs, a l'age de cinquante-cinq ans ». Les emplois tenus par les agents affectes dans les centres de tri ou au service du tri dans les recettes centralisatrices ou les centres de cheques de La Poste ont ete classes services actifs sur le plan de la retraite a compter du 1er janvier 1975 par le decret no 76-8 du 6 janvier 1976. Ces dispositions ne sont en aucune facon remises en cause par le decret no 90-636 du 13 juillet 1990 et tous les fonctionnaires de La Poste qui ont accompli quinze annees de service dans les etablissemments concernes depuis le 1er janvier 1975 peuvent obtenir le benefice d'une pension a jouissance immediate des l'age de cinquante-cinq ans. En revanche, les services de tri effectues avant le 1er janvier 1975, qui ont toujours ete des services sedentaires, ne peuvent plus etre pris en compte pour obtenir une pension a jouissance immediate avant l'age de soixante ans. En effet, les dispositions de l'article 20 de la loi de finances pour 1975 qui prevoient que, jusqu'a une date a fixer par decret, les fonctionnaires affectes au service du tri pourraient obtenir une pension a jouissance immediate des l'age de cinquante-cinq ans s'ils avaient accompli quinze annees de services effectifs dans ce service, quelle que soit la date a laquelle ils avaient ete rendus, n'avaient qu'un caractere provisoire, et la date du 1er janvier 1992 fixee par le decret precite du 13 juillet 1990 a bien permis aux titulaires des emplois consideres de beneficier d'une retraite a jouissance immediate des l'age de cinquante-cinq ans, sans attendre que ces emplois soient classes en service actif depuis au moins quinze ans, ce qui est desormais le cas depuis le 1er janvier 1990. Quant aux fonctionnaires qui ne reunissent pas cette condition requise de quinze ans de services actifs, il n'est pas possible de leur donner satisfaction compte tenu du caractere imperatif des textes legislatifs et reglementaires regissant les droits a pension des personnels relevant du code des pensions civiles et militaires.

Données clés

Auteur : [M. Philibert Jean-Pierre](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1289

Rubrique : Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Ministère interrogé : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Ministère attributaire : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 mai 1993, page 1425

Réponse publiée le : 6 septembre 1993, page 2837